

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 10/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE**

Raffinerie de Provence  
La Mède BP 90020  
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX  
13220 Châteauneuf-Les-Martigues

Références : FR-D-2025-0659 / SPR/2026/0047  
Code AIOT : 0006401056

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des

installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Pollution canal du 11 mars 25	AP de Mesures d'Urgence du 13/03/2025, article Art 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Pollution canal du 11 mars 25	AP de Mesures d'Urgence du 13/03/2025, article Art 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les mesures conservatoires encadrées par l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 13/03/2025, prises suite à un évènement pluvieux intense dans la nuit du 10 au 11 mars 2025, ont été respectées. Des compléments sont néanmoins sollicités pour préciser les éléments remis par l'exploitant depuis.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Pollution canal du 11 mars 25**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 13/03/2025, article Art 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures conservatoires immédiates
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2 : Mesures conservatoires immédiates : 1. - L'exploitant est tenu de procéder aux mesures immédiates suivantes, suite à l'épisode de pluie exceptionnel survenu dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 : <ul style="list-style-type: none"><li>• prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute nouvelle pollution du milieu et plus particulièrement, pour éviter toute nouvelle contamination des eaux superficielles et des eaux souterraines, par la vidange ou le nettoyage des zones impactées par l'épisode de pluie survenue dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 ; l'inspection est tenue informée régulièrement, et a minima quotidiennement, de leur mise en œuvre ;</li><li>• s'assurer de la disponibilité des rétentions des capacités du site contenant ou susceptible de contenir des produits polluants ou dangereux pour l'environnement, y compris en cas de nouvelles fortes pluies ;</li><li>• s'assurer de la disponibilité des installations permettant le confinement ou le bon fonctionnement du traitement des effluents aqueux du site pollués ou susceptibles d'être pollués et d'impacter le milieu naturel, y compris en cas de fortes pluies ; cette disposition vise notamment les équipements de la station de traitement des effluents aqueux du site, les ouvrages (bassins, collecteurs, pompes...) des décantations 4 et 13, les bassins</li></ul>

d'observation Est et Ouest, les fosses et bacs de récupération des eaux huileuses et slops, le bassin d'orage A311. Les bassins des décantations 4 et 13 qui ne sont plus utilisés seront remis en service ou purgés de façon à éliminer les produits polluants surnageants.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 16/05/2018, réaliser une surveillance environnementale renforcée du site jusqu'à finalisation des mesures d'urgence visées aux alinéas précédents, et de leur validation par l'Inspection des installations classées qui porte a minima :

- sur la réalisation de prélèvements et de mesures des effluents aqueux toutes les 4h issus des bassins d'observation et de la station de traitement des effluents aqueux pour les paramètres pH, hydrocarbures totaux ;
- sur la réalisation de prélèvements et de mesures quotidiens des eaux de surface aux points ou à proximité des points de prélèvements visés à l'annexe 1 de l'AP du 02/05/2022 ;
- sur la réalisation de prélèvements quotidiens et de mesures des eaux souterraines dans les ouvrages visés en annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 16/05/2018 pour les paramètres suivants : Niveau de flottant, indices organoleptique (couleur, aspect, turbidité), Hydrocarbures totaux ;
- sur la mise en place d'une surveillance des COV dans l'air aux points prévus à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2022 sur une nouvelle durée de 15 jours ;
- sur la mise en place d'un prélèvement et d'une analyse des eaux ou des sols au droit des zones polluées, permettant d'identifier et caractériser le polluant. Les zones concernées sont a minima le bassin de décantation 13 (produit de couleur rouge), les surnageants des bassins d'observation et de l'ancien bassin d'orage situé à proximité de la décantation 13, le sol situé entre le bassin d'entrée de la décantation 13 et le bassin BR1, les surnageants dans les cuvettes de rétention des bacs B15, B12, A6, A10, A9, A5, A2, A3, A22, A21, A37 et A54, les fossés des rues H et J, la rétention du SKID T21, les surnageants pompés dans le canal de Marseille au Rhône
- Contrôler les dispositifs de sécurité des installations ayant pu être impactés par l'épisode de pluie exceptionnel survenu dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 ;

#### Constats :

La présente inspection s'appuie sur une visite terrain réalisée le 07/04/25, et sur les documents (courriels, résultats d'analyses) transmis entre le 13/03/25 (date de signature de l'APMU visé en référence) et le 07/04/25.

Concernant les prélèvements et mesures des effluents aqueux, des eaux de surface, des eaux souterraines et des COV, ils ont été réalisés par l'exploitant durant la période susmentionnée, **en application de l'article 2, alinéa 1-d** de l'APMU du 13/03/25. Toutefois, certaines de ces dispositions ont été aménagées au fur et à mesure, à la demande de l'exploitant, et après validation de l'inspection; cela concerne notamment :

- les fréquences de surveillance des rejets aqueux (TER et bassins d'observation), qui ont évolué à la baisse au fil du temps : toutes les 4h, puis 2 fois par jour lorsque les résultats d'analyse n'ont plus mis en évidence d'évolution ou de pollution particulière (courriel de validation de l'Inspection du 27/03/25) ;
- la localisation des points de prélèvements des rejets de surface, pour qu'ils puissent être réalisés depuis les berges, et les fréquences de prélèvements, qui sont passées de 1 fois par jour à 2 fois par semaine (courriel de validation de l'Inspection du 27/03/25) ;
- les modalités de surveillance des eaux souterraines, en raison du temps nécessaire notamment pour réaliser une surveillance quotidienne sur l'ensemble des PZ réglementaires (3 jours environ). L'exploitant a proposé la réalisation d'analyses complètes S15 et 16, notamment au niveau des puits des riverains (courriel de validation de l'Inspection du 19/03/25).

En application du dernier alinéa de l'**article 2, alinéa 1-d** de l'APMU du 13/03/25, des analyses ont également été réalisées au droit des zones polluées pour caractériser les produits présents dans les cuvettes de rétention de la zone ouest du site, les fossés des réseaux d'eaux pluviales, les bassins de décantation, de l'ancien bassin d'orage et dans le canal de Marseille au Rhône. Leurs résultats ont été commentés dans le rapport d'accident visé à l'article 3 de l'APMU .

Concernant les opérations de dépollution visées à l'**article 2, alinéa 1-a** de l'APMU du 13/03/25, la visite sur site a permis de constater que la majorité des produits identifiés lors de l'inspection précédente du 11/03/25 avait été pompée. Cela concerne notamment :

- Les hydrocarbures dans les cuvettes de rétention de la zone ouest et les fossés drainant les eaux pluviales; ces hydrocarbures étaient très probablement présents dans le sous-sol et sont remontés à la surface à la suite des fortes pluies. Cette pollution historique fera l'objet d'un plan de gestion, qui n'est pas finalisé à ce jour.
- Les surnageants au niveau des bassins et du canal de Marseille au Rhône

Deux zones contenaient encore des traces d'hydrocarbures, au niveau d'un fossé de la rue H et niveau du bassin des recettes et du regard R1. Par courriel du 11/04/25, photos à l'appui, l'exploitant confirme avoir procédé au nettoyage de ces zones.

Il est également relevé la présence d'hydrocarbures au niveau des caniveaux d'eaux pluviales situés au niveau du bassin des voies. L'exploitant précisera les suites données pour les pomper et nettoyer cette zone, photos à l'appui. Au niveau de la zone ouest, rue H, en face du bac A54, un support de tuyauterie est cassé : l'exploitant précisera l'usage de la tuyauterie et tiendra informé l'inspection de la réparation éventuelle de son support.

Enfin, il est attendu que l'exploitant se positionne sur les dispositions prises pour respecter les alinéas **1-b, et 1-c** de l'APMU du 13/03/25. Ces éléments seront intégrés au rapport d'évènement visé à l'article 3 de l'APMU.

Nonobstant les compléments encore attendus et précisés précédemment, l'Inspection considère que les mesures de dépollution et de surveillance environnementales de premières urgences prescrites par l'APMU du 13/03/25 ont été respectées.

Aussi, suite à la présente inspection, les fréquences et modalités de surveillance des effluents gazeux et aqueux du site peuvent à nouveau être réalisées conformément aux dispositions réglementaires prescrites par l'AP du 16/05/2018 autorisant les activités de bio-raffinage du site, et par l'AP complémentaire du 02/05/2022 à compter du 07/04/2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Préciser les actions prises pour pomper les hydrocarbures constatés dans les caniveaux d'eaux pluviales au niveau du bassin des voies et pour réparer le support de tuyauterie cassé

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 13/03/2025, article Art 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rapport d'accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, un rapport sur les événements ayant conduit aux pollutions constatées par l'Inspection le 11 mars 2025 et par l'exploitant, est transmis au préfet et à l'Inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations et analyses réalisées. Les photographies prises par l'exploitant (et notamment par le Drone) seront jointes et commentées dans ce rapport. L'origine des odeurs perçues le 11 mars 2025 par l'Inspection sur l'ancienne route de Marseille fera l'objet d'une analyse de l'exploitant.</p> <p>Ce rapport propose toutes les mesures préventives et correctives capitalisées à l'issue de ces événements permettant d'éviter leur reproductibilité ou d'en limiter au mieux leurs conséquences. Des propositions seront faites en ce sens :</p> <p>pour améliorer la surveillance et la disponibilité des installations de traitement ou de confinement des effluents aqueux susceptibles d'être pollués et de rejoindre le milieu naturel, notamment en cas de pluies intenses.</p> <p>Pour équiper d'une détection en continu des hydrocarbures avec report en salle de contrôle les émissaires des bassins d'observation et de la purge du bassin d'orage.</p> <p>Pour recenser et vidanger toutes les capacités fixes ou mobiles contenant des produits polluants ou dangereux pour l'environnement qui ne sont plus exploitées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'accident visé par l'article 3 de l'APMU du 13/03/2025 a été transmis à l'Inspection par courriel de l'exploitant du 31/03/2025.</p> <p>A la lecture de ce rapport, plusieurs éléments restent à préciser (cf demandes à formuler ci dessous).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le rapport d'accident visé par l'article 3 de l'APMU du 13/03/2025 et transmis à l'Inspection par courriel de l'exploitant du 31/03/2025 doit être complété, pour préciser les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine du surnageant retrouvé au niveau de l'ancien bassin d'orage (vers décantation 13)</li> <li>• la transmission de la consigne de gestion du B7 et de la fosse à huile, attestant de sa révision comme mentionné dans le rapport d'évènement</li> <li>• Les résultats et commentaires de la dernière campagne de surveillance des COV qui était en cours lors de la remise du rapport d'évènement, ainsi que des explications sur le dépassement en benzène sur le point 2 (campagne du 14 au 28 février) - sur ce point, le rapport précise (p5, impacts sur l'air), qu'aucun dépassement en benzène a été relevé, ce qui est contraire au dépassement signalé par courriel du 27/03/25 au niveau du point 2.</li> <li>• Les résultats et commentaires de la dernière campagne de mesures réalisée au niveau des puits des riverains</li> <li>• les compléments attendus dans la fiche de constat 1 du présent rapport (point de situation par rapport aux dispositions de l'article 2, alinéa 1b et 1c de l'APMU du 13/03/25 + écrémage insuffisant dans le bassin décantation Est + étanchéité de l'exutoire au niveau du bassin décantation Est)</li> <li>• les dates prévisionnelles de réalisation des mesures prévues dans le plan d'actions (p9 du rapport)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours